

La construction du Règlement UE sur l'intelligence artificielle : fruit de négociations et rapports de force

Journée du CIS 2024

Panel “*réguler le numérique : enjeux et perspectives*” coordonné
par le Groupe de Travail “*Capitalisme numérique et idéologies*”

02 octobre 2024, CNRS, Paris, France

Jerome De Cooman

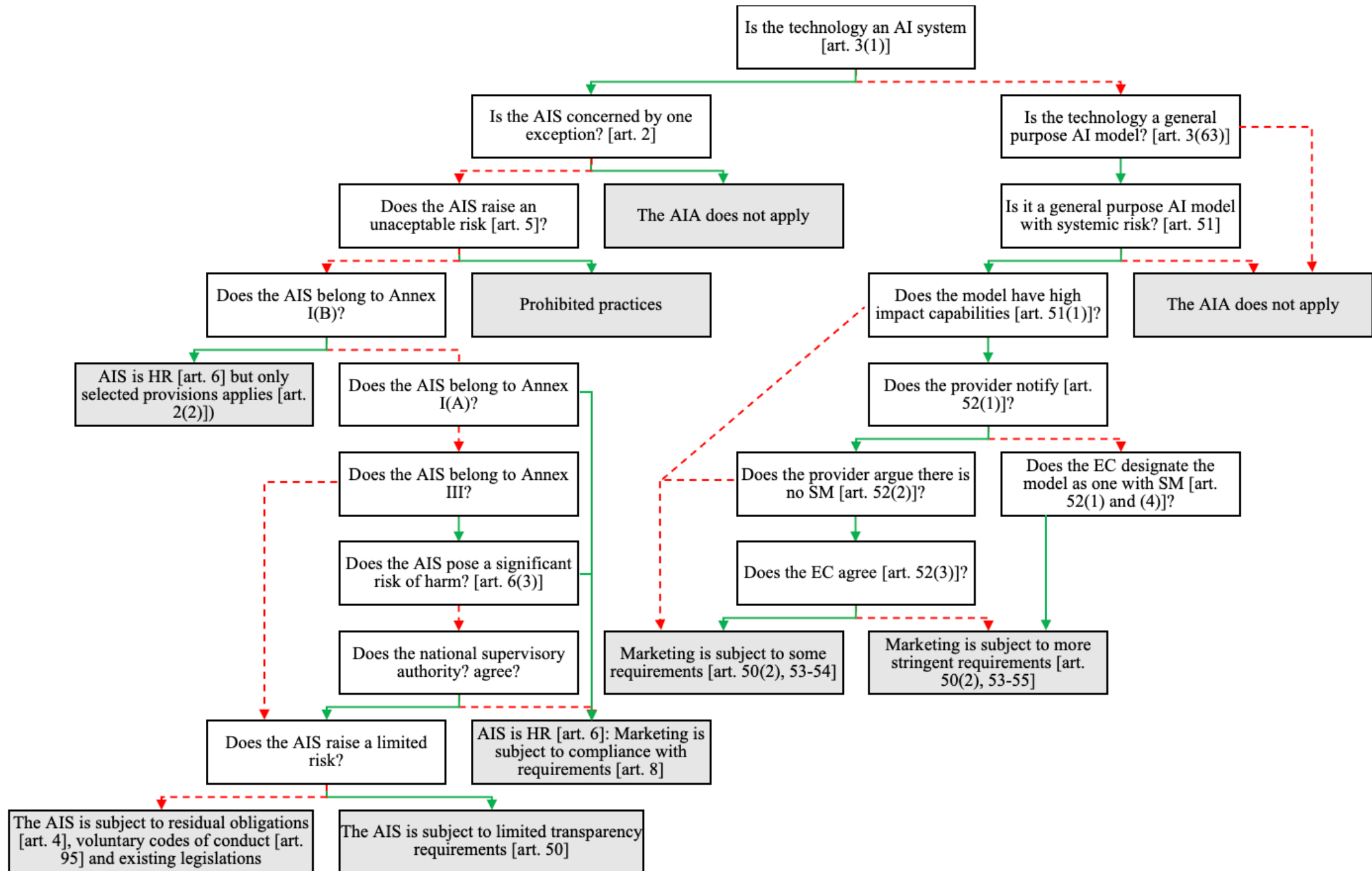
jerome.decooman@uliege.be

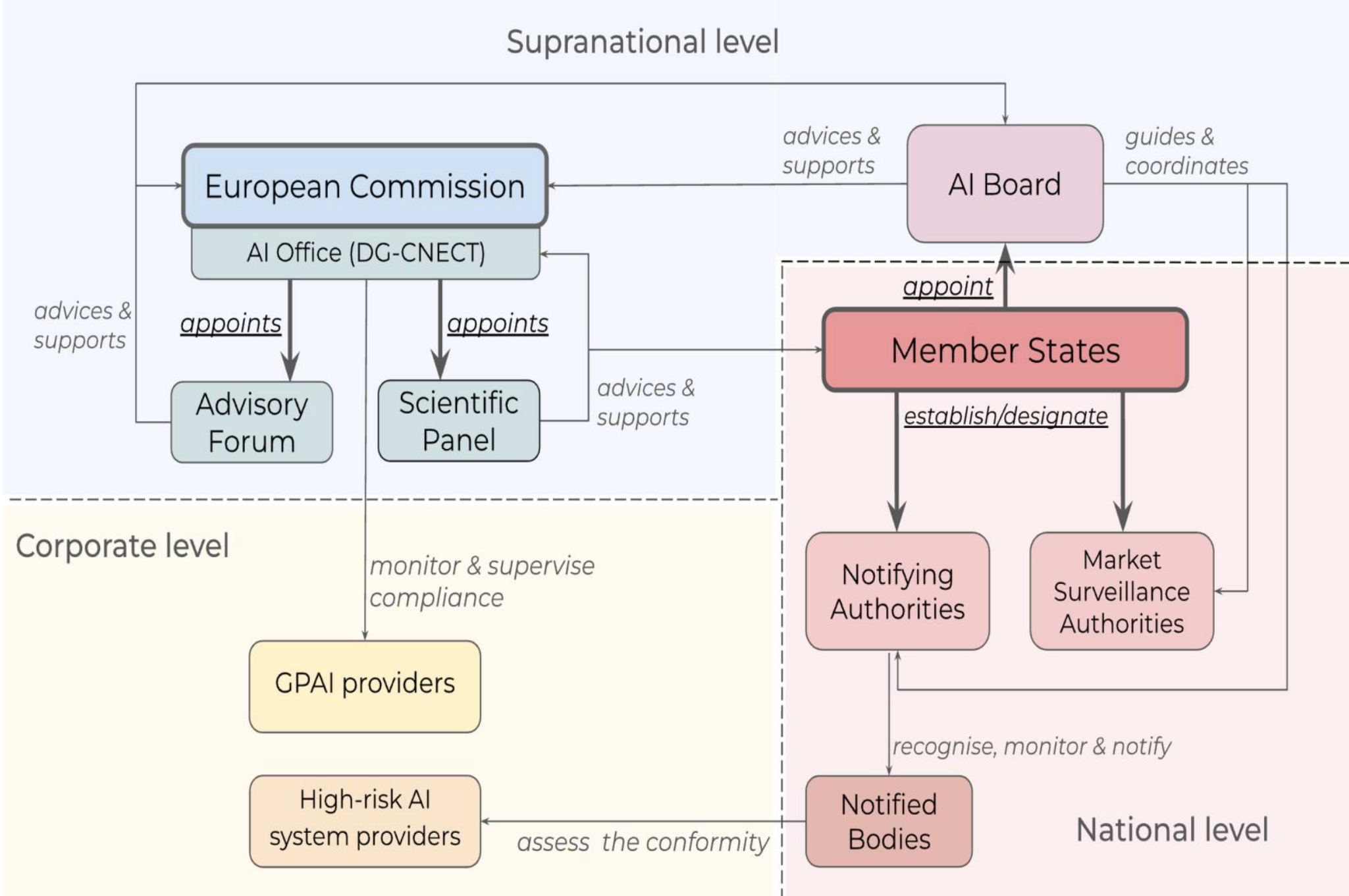


A photograph of a grand architectural detail from a university building. The image shows a curved archway with intricate white stucco carvings. At the top of the arch is a golden relief sculpture depicting a figure holding a shield. Below the sculpture, the Latin inscription 'EN DVLCIS PATRIÆ SPEM LAVRV CINGAT VT IPSE' is carved in gold letters. The arch is set against a white background, and a purple geometric overlay is visible in the bottom left corner.

EN DVLCIS PATRIÆ SPEM LAVRV CINGAT VT IPSE

I. Introduction







I. Introduction

- ▶ « Les IA susceptibles d'interférer avec les droits des citoyens doivent être testées et certifiées avant d'être commercialisées sur le marché unique » (von der Leyen, 2020).
- ▶ « Il s'agit d'une question très simple, car nous procédons de la même manière pour les voitures, les produits chimiques, les cosmétiques ou les jouets, par exemple » (von der Leyen, 2020).
- ▶ Encore un règlement sur la sécurité des produits ou quelque chose de nouveau ?

I. Introduction



- I. Introduction
- II. Réglementation des risques
 - I. Evaluation des risques (*risk assessment*)
 - I. Etats membres
 - II. Institutions européennes
 - III. Composantes
 - II. Gestion des risques (*risk management*)
- III. Les particularités de l'analyse de risque effectuée dans le cadre de l'AIA
 - I. Evaluation des risques (*risk assessment*)
 - II. Gestion des risques (*risk management*)
 - III. Conclusion
- IV. Opérationnalisation des droits fondamentaux
- V. Harmonisation du marché intérieur
- VI. Conclusion



EN DVLCIS PATRIÆ SPEM LAVRV CINGAT VT IPSE

II. Réglementation du risque



II. Réglementation du risque

- ▶ La réglementation du risque a un impact sur la libre circulation des marchandises
- ▶ L'analyse du risque (*risk analysis*) réconcilie les objectifs économiques (libre circulation) et non-économiques (prévention) en assurant que seuls les risques scientifiquement prouvés (ou présumés) soient l'objet de la réglementation (Alemanno, 2013)
- ▶ Analyse du risque (*risk analysis*) (COM(97) 83 final)
 - › Evaluation du risque (*risk assessment*)
 - › Gestion du risque (*risk management*)
 - › Communication sur les risques (*risk communication*)

A. Evaluation des risques (*risk assessment*) – Etats membres



- ▶ « Les restrictions quantitatives à l'importation [ou à l'exportation] ainsi que toutes mesures d'effet équivalent, sont interdites entre les États membres » (arts. 34 et 35 TFUE)
- ▶ « Les dispositions des articles 34 et 35 ne font pas obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit, justifiées par des raisons (...) de protection de la santé (...). Toutefois, ces interdictions ou restrictions ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée dans le commerce entre les Etats membres » (art. 35 TFUE)

A. Evaluation des risques (*risk assessment*) – Etats membres



► Affaire « *Loi de pureté* » pour la bière (C-178/84)

- › « Le gouvernement allemand, quant à lui, estime que, eu égard aux dangers résultant de l'utilisation des additifs, dont les effets à long terme ne sont pas encore connus, et compte tenu spécialement des risques que présentent l'accumulation des additifs dans l'organisme et leur interaction avec d'autres substances comme l'alcool, il est nécessaire de limiter le plus possible la quantité d'additifs absorbés. Comme la bière est un aliment largement consommé en Allemagne, le gouvernement allemand considère qu'il est particulièrement indiqué d'exclure l'emploi de tout additif dans sa fabrication. Un tel choix s'imposerait d'autant plus que l'emploi des additifs n'est pas technologiquement nécessaire puisque l'utilisation des seuls ingrédients prescrits par le *biersteuergesetz* permet de l'éviter. Dans ces conditions, le régime allemand des additifs applicable à la bière serait entièrement justifié par la nécessité de sauvegarder la sante publique et ne violerait pas le principe de proportionnalité » (§39).

A. Evaluation des risques (*risk assessment*) – Etats membres



- ▶ Affaire « *Loi de pureté* » pour la bière (C-178/84)
 - › « L'utilisation d'un additif déterminé, admis dans un autre Etat membre, doit être autorisée dans le cas d'un produit importé de cet Etat membre, dès lors que, compte tenu, d'une part, des résultats de la recherche scientifique internationale (...) et, d'autre part, des habitudes alimentaires dans l'Etat membre d'importation, cet additif ne présente pas un danger pour la sante publique » (§44)
 - › « Le régime allemand des additifs applicable a la bière (...) aboutit à une exclusion de tous les additifs autorisés dans les autres Etats membres, et non a une exclusion de certains d'entre eux justifiée concrètement par les dangers qu'ils comporteraient eu égard aux habitudes alimentaires de la population allemande » (§47)
 - › « La seule référence aux *risques potentiels* résultant de l'absorption d'additifs *en général* et le fait que la bière soit un aliment largement consommé ne suffisent pas à justifier l'institution d'un régime plus sévère dans le cas de ce produit » (§48)

A. Evaluation des risques (*risk assessment*) – Etats membres



- ▶ Position confirmée dans *Bellon* (C-42/90, §14), *Debus* (C-13/91 et C-113/91, §17), *KYDEP* (C-146/91, §42) et *Van der Veldt* (C-17/93, §17)
 - › « l'existence d'un simple risque encouru par les consommateurs suffit pour que la législation soit regardée comme conforme aux exigences de l'article 36. Ce risque doit cependant être mesuré, *non à l'aune de considérations d'ordre général, mais sur la base de recherches scientifiques pertinentes* »
- ▶ La CJUE utilise l'évaluation du risque pour limiter les réglementation nationale protectionniste adoptée sur la base de l'Article 36 TFUE
- ▶ Le contrôle jurisprudentiel de l'évaluation du risque permet d'éviter l'exploitation stratégique de la science à des fins protectionnistes.

A. Evaluation des risques (*risk assessment*) – Institutions de l'EU



- ▶ La Commission a le droit d'interdire certains produits (un produit destiné à éviter la chute des cheveux) à condition que sa décision repose « sur des appréciations de caractère scientifique et technique qui doivent être fondées sur les résultats les plus récents de la recherche internationale » (*Angelopharm*, C-212/91, §31).
- ▶ La Commission est chargée d'effectuer les évaluations scientifiques nécessaire (*Denkavit*, C-14/78, §20) et peut demander l'aide d'experts (*Angelopharm*, §33).
 - › « S'agissant d'un processus scientifique, l'évaluation scientifique des risques doit (...) être confiée par l'autorité publique compétente à des experts scientifiques qui lui fourniront, à l'issue de ce processus scientifique, des avis scientifiques » (*Pfizer*, T-13/99, §137).

A. Evaluation des risques (*risk assessment*) – Institutions de l'EU



- ▶ « L'accomplissement d'une évaluation scientifique des risques aussi exhaustive que possible sur la base d'avis scientifiques fondés sur les principes d'excellence, de transparence et d'indépendance constitue une garantie procédurale importante en vue d'assurer l'objectivité scientifique des mesures et d'éviter la prise de mesures arbitraires »(*Alpharma*, T-70/99, §183).
- ▶ // Art. 114(3) TFUE: « La Commission, dans ses propositions prévues au paragraphe 1 en matière de santé, de sécurité, de protection de l'environnement et de protection des consommateurs, prend pour base un *niveau de protection élevé* en tenant compte notamment de toute nouvelle évolution *basée sur des faits scientifiques* »

A. Evaluation des risques (*risk assessment*) – Institutions de l'EU



- ▶ « Il ne saurait être reproché à la Commission d'avoir saisi, dans le cas d'espèce, le comité scientifique et d'avoir suivi son avis, formulé sur la base d'une multitude de réunions, de visites et d'études d'experts » (*Bergaderm*, T-199/96, §65)
- ▶ Une fois que la Commission s'est engagée dans une évaluation des risques et l'a suivie, elle bénéficie d'une sorte de présomption concernant la légalité de son action (Alemanno, 2013)
- ▶ Le droit européen, lorsqu'il promeut des normes fondées sur la science, assure sa propre autorité sans s'encombrer de controverses liées aux questions de compétences ou d'intérêts économiques (Joerges, 1997)

A. Evaluation des risques (*risk assessment*) – Composante



- ▶ Le droit européen (Art. 3(4) Reg. 2023/998) définit le risque comme étant « la combinaison de la probabilité que survienne un *danger* causant un effet dommageable et le degré de gravité de ce dernier »
- ▶ L'évaluation des risques est un processus multi-étape
 - › Identification et caractérisation du danger (*hazard*) : description de la source du risque
 - › Évaluation de l'exposition au risque : évaluation de la probabilité du dommage et de la gravité de ses effets
 - › Caractérisation du risque : combinaison de la probabilité et des conséquences permettant de définir le risque comme négligeable, minime, modéré, important, significatif, haut ou extrême

A. Evaluation des risques (*risk assessment*) – Composante






		Consequence of the outcome				
		Negligible	Minor	Serious	Critical	Catastrophic
Probability of the outcome	Highly Unlikely	Negligible risk	Negligible risk	Minimal risk	Moderate risk	Important risk
	Rare	Negligible risk	Minimal risk	Moderate risk	Important risk	Significant risk
	Occasional	Minimal risk	Moderate risk	Important risk	Significant risk	High risk
	Oftentimes	Moderate risk	Important risk	Significant risk	High risk	Extreme risk
	Most Likely	Important risk	Significant risk	High risk	Extreme risk	Extreme risk

B. Gestion des risques (*risk management*)



		Consequence of the outcome				
		Negligible	Minor	Serious	Critical	Catastrophic
Probability of the outcome	Highly Unlikely	Negligible risk	Negligible risk	Minimal risk	Moderate risk	Important risk
	Rare	Negligible risk	Minimal risk	Moderate risk	Important risk	Significant risk
	Occasional	Minimal risk	Moderate risk	Important risk	Significant risk	High risk
	Often times	Moderate risk	Important risk	Significant risk	High risk	Extreme risk
	Most Likely	Important risk	Significant risk	High risk	Extreme risk	Extreme risk

Legends	
	Acceptable risk No formal intervention is necessary
	Tolerable risk Increasing necessity (from light green to red) for risk reduction measures to keep the risk at a tolerable level
	Intolerable risk Risk cannot be taken on and must be prohibited or substituted



EN DVLCIS PATRIÆ SPEM LAVRV CINGAT VT IPSE

III. Les particularités de l'analyse de risque effectuée dans le cadre de l'AlA

III. Les particularités de l'analyse de risque effectuée dans le cadre de l'AIA



- ▶ L'analyse du risque est la *Grundnorm* de la réglementation du risque
- ▶ Problème pour l'identification du risque :
 - › “AI is a highly dynamic and rapidly evolving industry so that not a lot of currently valid evidence is available at this stage” (Commission, 2020)
 - › “[although] robust and representative evidence for harms inflicted by the use of AI is scarce due to the lack of data and mechanisms to monitor AI as a set of emerging technology [the AIA is based on] two years of analysis of evidence and involvement of stakeholders” (Commission, 2021):

III. Les particularités de l'analyse de risque effectuée dans le cadre de l'AlA



1. An external study [reviewing] available evidence of fundamental rights or safety-related risks created by AI applications
2. The public consultation on the AI White Paper and on the Inception Impact Assessment
3. Five “closed” expert webinars
4. The symposiums organised by the European AI Alliance
5. The participation of Commission representatives to more than fifty online conferences and roundtables
6. The conclusion of the HLEG, the results of the piloting phase of their Ethics Guidelines
7. An extensive literature review, covering academic books, journals and well as a wide spectrum of policy studies and reports, including by non-governmental organisations
8. The annex of the European Parliament’s Resolution 2020/2012(INL)
9. A list of 132 AI use cases identified by the Final Draft of ISO/IEC TR 24030,
10. AI Watch analysis.

III. Les particularités de l'analyse de risque effectuée dans le cadre de l'AlA



1. An external study [reviewing] available evidence of fundamental rights or safety-related risks created by AI applications
2. The public consultation on the AI White Paper and on the Inception Impact Assessment
3. Five “closed” expert webinars
4. The symposiums organised by the European AI Alliance
5. The participation of Commission representatives to more than fifty online conferences and roundtables
6. The conclusion of the HLEG, the results of the piloting phase of their Ethics Guidelines
7. An extensive literature review, covering academic books, journals and well as a wide spectrum of policy studies and reports, including by non-governmental organisations
8. The annex of the European Parliament’s Resolution 2020/2012(INL)
9. A list of 132 AI use cases identified by the Final Draft of ISO/IEC TR 24030
10. AI Watch analysis.

III. Les particularités de l'analyse de risque effectuée dans le cadre de l'AIA



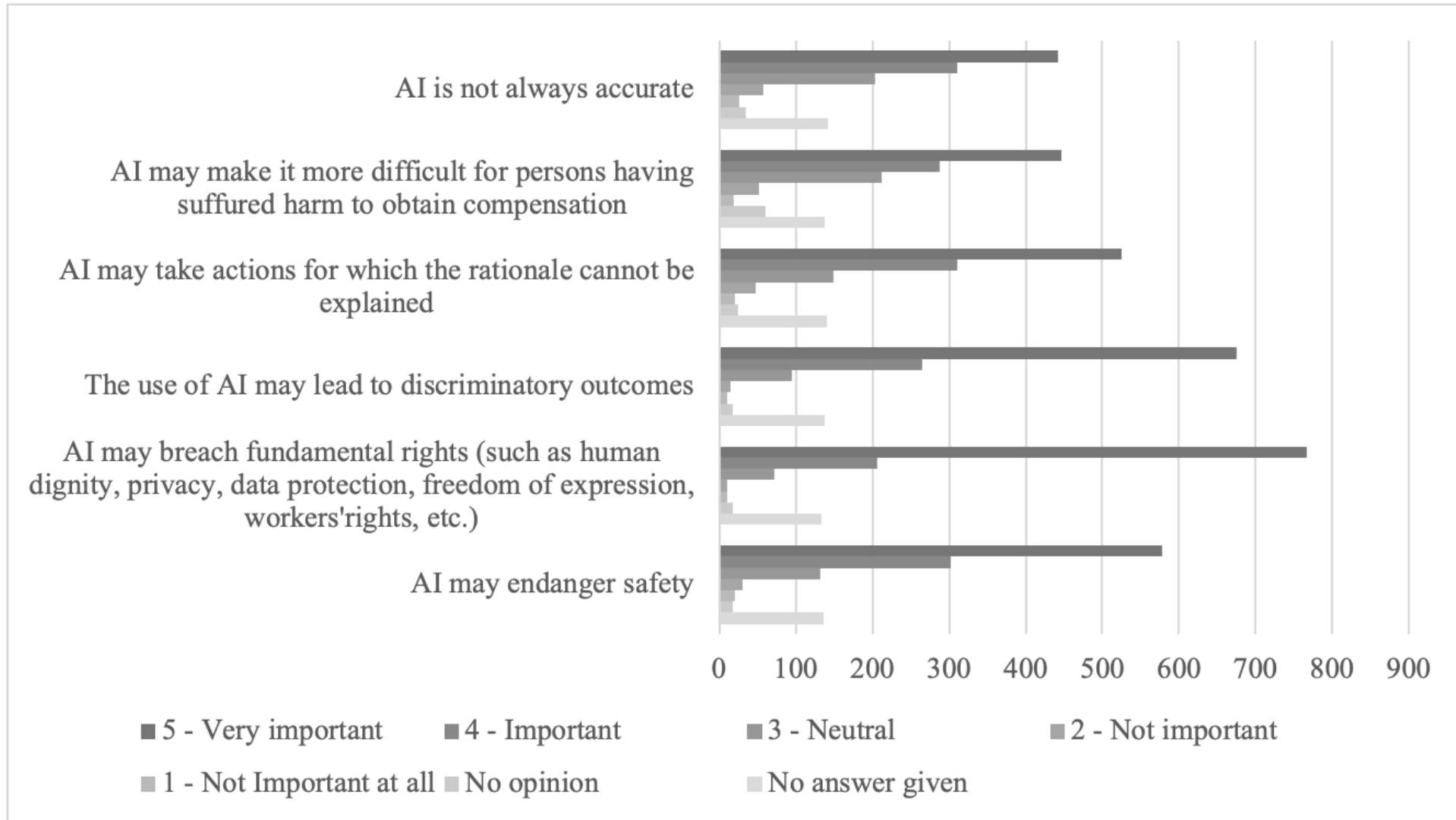
Total respondents	1,216	100%
EU citizen	372	30.59%
Company/business organisation	222	18.26%
<i>SMEs</i>	83	6.83%
<i>Large companies</i>	139	11.43%
Academic/research Institution	152	12.50%
Business association	131	10.77%
Non-governmental organisation (NGO)	128	10.53%
Public authority	73	6.00%
Other	72	5.92%
Non-EU citizen	34	2.80%
Trade union	22	1.81%
Consumer organisation	9	0.74%
Environmental organisation	1	0.08%

III. Les particularités de l'analyse de risque effectuée dans le cadre de l'AlA



Germany	251	20.64%	Greece	13	1.07%	Serbia	2	0.16%
Belgium	162	13.32%	Norway	10	0.82%	Latvia	2	0.16%
France	117	9.62%	Hungary	8	0.66%	China	2	0.16%
Spain	105	8.63%	Czech Republic	7	0.58%	Vietnam	1	0.08%
United Kingdom	76	6.25%	Japan	6	0.49%	Syria	1	0.08%
United States	60	4.93%	Malta	5	0.41%	Swaziland	1	0.08%
Netherlands	60	4.93%	Lithuania	5	0.41%	South Korea	1	0.08%
Italy	60	4.93%	India	5	0.41%	Mexico	1	0.08%
Austria	33	2.71%	Bulgaria	5	0.41%	Iraq	1	0.08%
Sweden	30	2.47%	Slovenia	4	0.33%	Gibraltar	1	0.08%
Finland	30	2.47%	Slovakia	4	0.33%	Côte d'Ivoire	1	0.08%
Portugal	26	2.14%	Luxembourg	4	0.33%	Costa Rica	1	0.08%
Denmark	26	2.14%	Croatia	4	0.33%	Brazil	1	0.08%
Poland	20	1.64%	Canada	4	0.33%	Albania	1	0.08%
Romania	18	1.48%	Turkey	3	0.25%	Afghanistan	1	0.08%
Ireland	18	1.48%	Estonia	3	0.25%	TOTAL	1216	100%
Switzerland	13	1.07%	Cyprus	3	0.25%			

III. Les particularités de l'analyse de risque effectuée dans le cadre de l'ALA—évaluation du risque

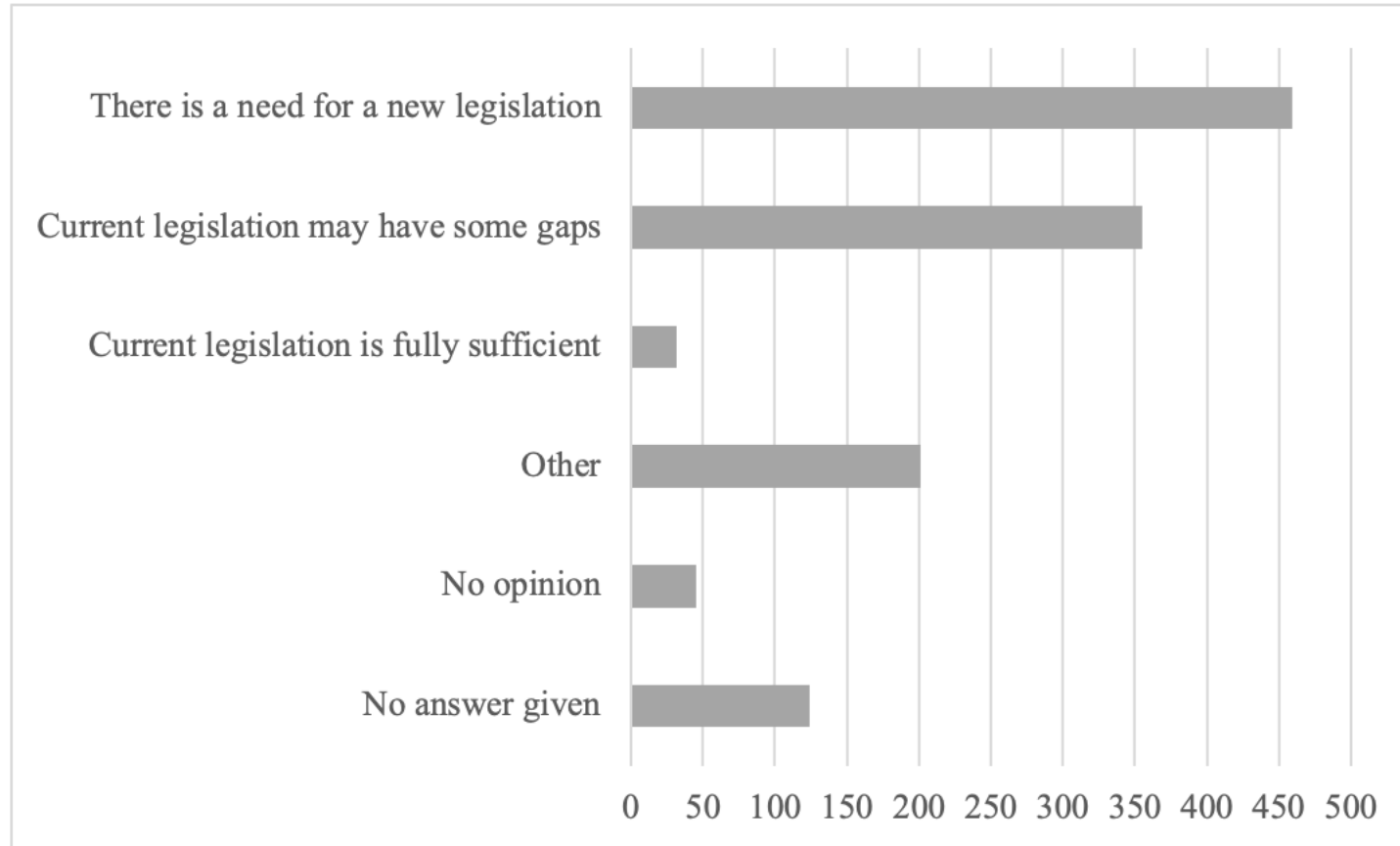


III. Les particularités de l'analyse de risque effectuée dans le cadre de l'ALA—gestion du risque



Possible answers	Number of answers	Percentage of answers
There is a need for a new legislation	459	37.75%
Current legislation may have some gaps	355	29.19%
Current legislation is fully sufficient	32	2.63%
Other	201	16.53%
No opinion	45	3.70%
No answer given	124	10.20%
TOTAL	1216	100%

III. Les particularités de l'analyse de risque effectuée dans le cadre de l'ALA—gestion du risque

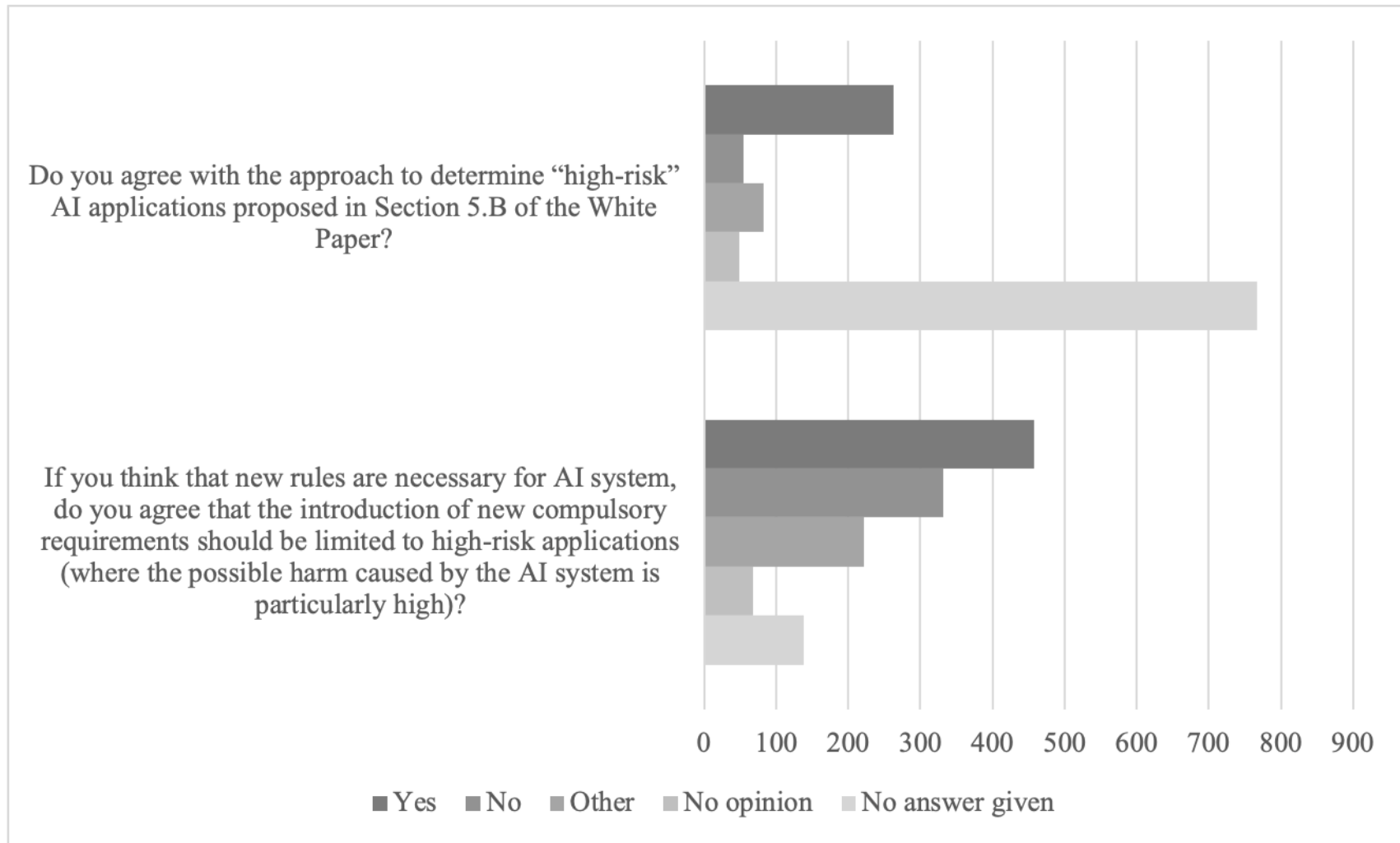


III. Les particularités de l'analyse de risque effectuée dans le cadre de l'ALA—gestion du risque



	If you think that new rules are necessary for AI system, do you agree that the introduction of new compulsory requirements should be limited to high-risk applications (where the possible harm caused by the AI system is particularly high)?		Do you agree with the approach to determine “high-risk” AI applications proposed in the White Paper?	
	x	%	x	%
Yes	458	37.66	263	21.63
No	331	27.22	55	4.52
Other	221	18.17	82	6.74
No opinion	68	5.59	49	4.03
No answer given	138	11.35	767	63.08
TOTAL	1216	100.00	1216	100.00

III. Les particularités de l'analyse de risque effectuée dans le cadre de l'ALA—gestion du risque



III. Les particularités de l'analyse de risque effectuée dans le cadre de l'AIA–conclusion



- ▶ L'AIA ne peut pas être qualifié de réglementation du risque
 - › Les risques soulevés par les systèmes d'IA sont l'objet de la réglementation...
 - › ...mais en l'absence d'une analyse du risque, ils ne peuvent en constituer la justification
- ▶ L'identification des risques n'est pas scientifique (Vaele & Zuiderveen-Borgesius, 2021)
- ▶ les risques pertinents sont ceux que la Commission a déclarés tels et non ceux que les éléments de preuve, non évalués, ont mis en évidence (De Cooman, 2021; Grozdanovski & De Cooman, 2023)
- ▶ Pourquoi ?

III. Les particularités de l'analyse de risque effectuée dans le cadre de l'AIA—conclusion



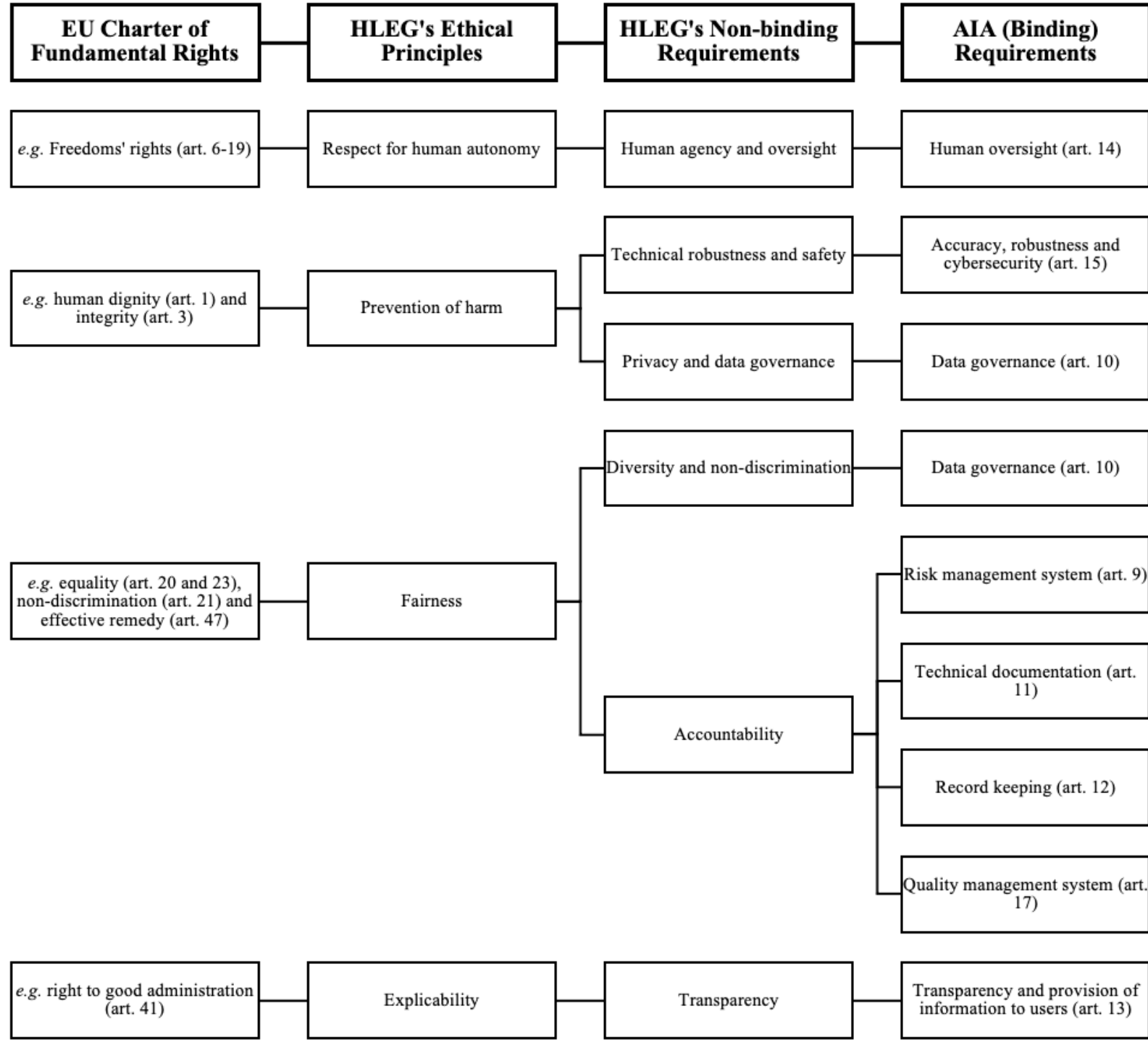
► Pourquoi ?

- › Au sein de l'AIA, le risque est (principalement) défini à l'aune de la violation des droits fondamentaux (Art. 7(1)(b) AIA)
 - » “[it is not possible to] say, for example, that the highest permissible impact on privacy is 2.5 ‘mg’ per data subject per year” (Quelle, 2018)
- › La raison d'être principale de l'AIA serait (au conditionnel) non pas la prévention des risques que la protection des droits fondamentaux et leur opérationnalisation dans le contexte des systèmes d'IA.



EN DVLCIS PATRIÆ SPEM LAVRV CINGAT VT IPSE

IV. Opérationnalisation des droits fondamentaux



IV. Opérationnalisation des droits fondamentaux



- ▶ Standardisation de la protection des droits fondamentaux
 - › Les normes techniques à l'aune desquelles sera présumée la conformité sont rédigées par des organismes privés (CEN et CENELEC)
 - › L'évaluation de la conformité est laissée, principalement, entre les mains du fabricant
- ▶ Les droits subjectifs conférés aux citoyens européens par l'AIA sont extrêmement limités

A photograph of a classical architectural detail, likely from a dome or vaulted ceiling. The central focus is a Latin inscription in gold capital letters: 'EN DVLCIS PATRIÆ SPEM LAVRV CINGAT VT IPSE'. Above the inscription is a golden relief sculpture featuring a central shield with a crown, flanked by two winged figures. The surrounding architecture includes ornate white stucco work and a decorative cornice with a row of small square motifs.

EN DVLCIS PATRIÆ SPEM LAVRV CINGAT VT IPSE

V. Harmonisation du marché intérieur

V. Harmonisation du marché intérieur



▶ EC White Paper (2020)

- › “A common European approach to AI is necessary to reach sufficient scale and avoid the fragmentation of the single market. The introduction of national initiatives risks to endanger legal certainty, to weaken citizens’ trust and to prevent the emergence of a dynamic European industry”

▶ AIA Explanatory Memorandum

- › “[the AIA]“constitutes a core part of the EU digital single market strategy”
- › “The primary objective of this proposal is to ensure the proper functioning of the internal market by setting harmonised rules in particular on the development, placing on the Union market and the use of products and services making use of AI technologies or provided as stand-alone AI systems”
- › “an emerging patchwork of potentially divergent national rules will hamper the seamless circulation of products and services related to AI systems across the EU and will be ineffective in ensuring the safety and protection of fundamental rights and Union values across the different Member States”
- › “the objectives of this proposal can be better achieved at Union level to avoid a further fragmentation of the Single Market into potentially contradictory national frameworks preventing the free circulation of goods and services embedding AI.”

V. Harmonisation du marché intérieur



► Méthode d'harmonisation

- › Maximale : les Etats membres ne peuvent adopter ou conserver des mesures plus strictes, sauf en ce qui concerne la protection des travailleurs (art. 2(11) AIA)
- › Complète : l'AIA concerne tous les systèmes d'IA mais ne s'applique pas :
 - » Aux systèmes d'IA utilisés à des fins militaires, de défense ou de sécurités nationales (art. 2(3) AIA)
 - » Aux systèmes d'IA développés et mis en service uniquement à des fins de recherche et développement scientifiques, ni à leurs sorties (art. 2(6) AIA)
 - » Aux activités de recherche, d'essai et de développement relatives aux systèmes d'IA ou modèles d'IA avant leur mise sur le marché ou leur mise en service (art. 2(8) AIA)
 - » aux systèmes d'IA publiés dans le cadre de licences libres et ouvertes, sauf s'ils sont mis sur le marché ou mis en service en tant que systèmes d'IA à haut risque ou en tant que systèmes d'IA qui relèvent de l'article 5 [risques inacceptables] ou de l'article 50 [risques limités] (art. 2(12) AIA)

V. Harmonisation du marché intérieur



	Recital 1 Proposal	EU Parliament Mandate	Council Mandate	Recital 1 adopted at first reading by the EU Parliament
<i>In limine</i>	<p>The purpose of this Regulation is to improve the functioning of the internal market by laying down a uniform legal framework in particular for the development, marketing and use of artificial intelligence in conformity with Union values.</p>	<p>The purpose of this Regulation is to promote the uptake of human centric and trustworthy artificial intelligence and to ensure a high level of protection of health, safety, fundamental rights, democracy and rule of law and the environment from harmful effects of artificial intelligence systems in the Union while supporting innovation and improving the functioning of the internal market.</p>	<p>The purpose of this Regulation is to improve the functioning of the internal market by laying down a uniform legal framework in particular for the development, marketing and use of artificial intelligence in conformity with Union values.</p>	<p>The purpose of this Regulation is to improve the functioning of the internal market by laying down a uniform legal framework in particular for the development, the placing on the market, the putting into service and the use of artificial intelligence systems (AI systems) in the Union, in accordance with Union values, to promote the uptake of human centric and trustworthy artificial intelligence (AI) while ensuring a high level of protection of health, safety, fundamental rights as enshrined in the Charter of Fundamental Rights of the European Union (the ‘Charter’), including democracy, the rule of law and environmental protection, to protect against the harmful effects of AI systems in the Union, and to support innovation.</p>
<i>In fine</i>	<p>This Regulation pursues a number of overriding reasons of public interest, such as a high level of protection of health, safety and fundamental rights, and it ensures the free movement of AI-based goods and services cross-border, thus preventing Member States from imposing restrictions on the development, marketing and use of AI systems, unless explicitly authorised by this Regulation.</p>	<p>“This Regulation lays down a uniform legal framework in particular for the development, the placing on the market, the putting into service and the use of artificial intelligence in conformity with Union values and ensures the free movement of AI-based goods and services cross-border, thus preventing Member States from imposing restrictions on the development, marketing and use of Artificial Intelligence systems (AI systems), unless explicitly authorized by this Regulation</p>	<p>This regulation pursues a number of overriding reasons of public interest, such as a high level of protection of health, safety and fundamental rights, and it ensures the free movement of AI-based goods and services cross-border, thus preventing Member States from imposing restrictions on the development, marketing and use of AI systems, unless explicitly authorised by this Regulation.</p>	<p>This Regulation ensures the free movement, cross-border, of AI-based goods and services, thus preventing Member States from imposing restrictions on the development, marketing and use of AI systems, unless explicitly authorised by this Regulation.</p>

Before the Trilogue: The AI Act Roller Coaster



	The Commission	The Council	The Parliament
Nature of the challenge and regulatory response	AI is a product	AI is a risk but also an opportunity	AI is a threat to FR, democracy, RoL and environment
Regulatory objectives	Safe market and legal certainty	Regulate only when strictly necessary	Promoting uptake of Human-centric AI
FR Protection & Exceptions	Prohibited AI uses + Requirements for high-risk AI Limited exceptions in law enforcement and migration	Exclusion of national security Guarantees for law enforcement and migration carved out	More Prohibited AI use + prohibition to export General Principles for all AI systems New rules for GPAI (including FRIA by the deployer)
FR Enforcement	Role of the provider and CAP + market monitoring No role for individuals	Role of the provider and CAP + market monitoring New remedy for individuals	Role of the provider and CAP + market monitoring New rights and remedies for individuals

A photograph of a classical building facade, likely the University of Liège. The image shows a large, ornate archway with a Latin inscription. Above the arch is a golden relief sculpture featuring a central coat of arms flanked by two winged figures. Below the arch is a frieze with several figures. The entire scene is partially overlaid by a large, semi-transparent purple triangle on the right side.

EN DVLCIS PATRIÆ SPEM LAVRV CINGAT VT IPSE

VI. Conclusion

VI. Conclusion



- ▶ De quelle politique l'AIA est-elle le nom ?
 - › Prévention du risque ?
 - » Les risques n'ont été pas été formellement identifiés
 - › Opérationnalisation des droits fondamentaux ?
 - » Il y a incohérence entre cet objectif et le modèle réglementaire choisi, i.e., celui de la standardisation
 - › L'harmonisation du marché intérieur?
 - » Base légale correcte
 - » Harmonisation maximale et complète

VI. Conclusion



- ▶ « Unlike the United States, whose market-driven regulatory model leaves tech companies in charge, or China, whose state-driven model is aimed at regulating its tech industry to preserve the political power of the state, the EU has pursued a third path by adopting its own human-centric and rights-driven approach to digital regulation (...) This distinctly European way of regulating the digital economy views governments as having a central role in both steering the digital economy and in using regulatory intervention to uphold the fundamental rights of individuals, preserve the democratic structures of society, and ensure a fair distribution of benefits in the digital economy » (Bradford, 2023)
 - › Du point de vue de l'ambition de l'AIA, Bradford pose le bon diagnostic
 - › Du point de vue de l'opérationnalisation de l'ambition, l'AIA s'écarte de la description faite par Bradford

VI. Conclusion



- ▶ Face aux tensions Commission (marché)—Conseil (sécurité nationale)—Parlement (droits fondamentaux), l'AIA se pose comme un pot-pourri réglementaire.
 - › Structurellement, l'AIA est une réglementation du marché (Décision 768/2008/CE relative à un cadre commun pour la commercialisation des produits)
 - › Matériellement, l'AIA est une réglementation du risque qui imposent des exigences de sécurité aux produits les plus risqués (lorsqu'ils ne sont pas prohibés)
 - › Axiologiquement, l'AIA oscille entre une réglementation du marché et une réglementation visant à protéger les droits fondamentaux.



LIÈGE université
Cité